



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°216, octobre 2019



La Mauvaise Herbe n°5
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/ft



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

SUICIDE AU TRAVAIL : LES MANAGERS VEULENT NOTRE PEAU !

Plusieurs milliers de collègues se sont rassemblé.e.s devant la direction académique de Bobigny jeudi 3 octobre. Ailleurs, à Dijon, Rennes, Grenoble..., des centaines d'autres se sont regroupé.e.s devant les rectorats. Samedi 5 octobre, une marche Blanche était organisée à Pantin. (Photo en Une du site fédéral).



Les motifs du suicide de Christine Renon ne font aucun doute. La lettre qu'elle a laissée et le lieu de son dernier geste accusent frontalement notre institution. Malheureusement, Christine n'est pas la première collègue à avoir été poussée au suicide par les conditions de travail insupportables que nous imposent les réformes managériales. Nous ne supporterons pas que sa parole soit mise en doute, qu'on cherche des raisons « personnelles » à son geste, que l'administration tente, comme c'est son habitude, de relativiser sa responsabilité. Nous avons déjà eu à subir des suicides ou des tentatives de suicide de collègues et il n'y a pas eu le moindre frémissement de remise en cause de la part de notre encadrement. Il faut que ça se sache, nous ne nous laisserons plus maltrai

ter au travail ! Nous devons à notre collègue, dans un sursaut de dignité et de solidarité, de dénoncer et d'affronter clairement désormais les conditions que l'on tente de nous imposer.

Nous ne remplirons plus les « enquêtes », les fiches de suivi, les usines à cases et tous les outils qui ne servent qu'à nos chefs pour nous contrôler et qui nous prennent un temps et une énergie que nous ne consacrons plus à nos élèves.

Nous refuserons de baisser la tête devant des inspecteurs méprisants et des chefs d'établissement qui se comportent avec nous et nos collègues comme des adjudants tout en nous parlant de bienveillance ...

Suicide au travail : les managers veulent notre peau !

... Nous ne supporterons plus de compenser l'effondrement des moyens et la disparition continue des structures et des personnels (RASED, remplaçant•es, santé scolaire, EVS, Psy-EN, AESH, AED, postes d'enseignement...) par le sacrifice de notre vie personnelle.

Non, nous ne ferons pas mieux avec moins. Oui, nos problèmes sont des problèmes de moyens et non des problèmes « d'organisation ».

Si la disparition de notre collègue nous consterne, il faut aussi dire qu'elle nous révolte car nous

connaissons les causes de son geste parce que nous les vivons tous et toutes dans notre quotidien professionnel. Il n'y aura pas de solutions individuelles au « mal être au travail ». Combattre la souffrance au travail, c'est identifier clairement les processus qui attaquent nos identités professionnelles et personnelles, refuser la déshumanisation de l'école et sa fausse « efficacité scientifique », reprendre le contrôle sur nos vies en réaffirmant que nous sommes des professionnels compétents et dissuader quiconque de nous manquer de respect.

Une campagne unitaire contre le Service National Universel s'organise à l'initiative de l'Union Pacifiste, la Libre Pensée, la fédération anarchiste, les syndicats CNT et Solidaires, les associations ou collectifs Droits Devants, Ni guerres ni état de guerre et des partis politiques. Ci-dessous le texte d'appel.

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc... Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée

Non au SNU ! Abrogation du SNU !